

Saint-Denis, vendredi 24 novembre 2023

### Communiqué

#### LA SÉCURITÉ DES HABITANTS AU COEUR DU PROJET DE MANDATURE

Saint-Denis, Ville citoyenne et fraternelle, est soucieuse du bien-être et la sécurité de ses concitoyens. Le sentiment d'insécurité reste cependant encore présent dans certains secteurs de la Ville. Depuis la mise en place du GPO, la police municipale et la police nationale mènent des actions coordonnées et conjointes afin de favoriser un environnement plus serein, notamment sur le secteur du bas de la rue Maréchal Leclerc.

La police municipale réalise deux opérations par semaine et 3 à 4 opérations avec la police nationale. Ensemble, ils mènent un travail d'hyper-proximité. Ils réalisent des actions pédestres pour faire de la médiation, de la prise de contact, auprès des commerçant.e.s et des habitant.e.s du quartier. Le but est de prendre en compte les doléances de chacun et éventuellement de faire le lien des dysfonctionnements avec les mairies annexes concernées.

En 2023, ce sont 5 réunions GPO et 4 ateliers de travail qui ont été mis en place à l'initiative de la Police Nationale en collaboration avec les services de la Ville. Les séances des ateliers de travail ont été ouvertes aux partenaires, commerçants, bailleurs, associations, médiateurs ... permettant ainsi à chaque entité concernée de s'exprimer et/ou de faire des propositions d'améliorations, d'orienter les opérations de la police nationale et municipale.

Depuis le mois de juin, 3 médiateurs du CAP (Club Animation et Prévention) interviennent du lundi au samedi pour intervenir auprès des commerçants du bas de la rue Maréchal Leclerc, du public, des SDF et des prostitués. Ils font un retour régulier à la Direction Prévention et Sécurité, des résultats ou des réclamations constatés lors de leur intervention, permettant à la Ville de mieux orienter ses actions.

Le 5 juillet 2023, la Ville a organisé un diagnostic en marchant avec plusieurs services de la Ville, la Cinor, les élus de secteur et la Police Nationale.

Ce diagnostic a permis 93 points qui doivent donner lieu soit à une intervention technique, soit à un plan d'action : éclairage publique, réfection de la chaussée, sécurisation des trottoirs, pose de poubelle, enlèvement de déchets, ....

La Ville a également investi dans un important système de vidéo protection. Au total 67 caméras sont installées sur le territoire. Pour accentuer davantage cette surveillance pour la sécurité des Dionysien.ne.s, deux nouvelles caméras supplémentaires vont faire leur apparition entre la place Paul Vergès et le Butor. Cet outil permet de travailler avec la justice de manière efficace. 15 extractions judiciaires ont eu lieu au cours du ler trimestre 2023 et 6 personnes sur 7 interpellées ont pu être mises à l'écart du secteur.



Saint-Denis, vendredi 24 novembre 2023

# Communiqué

De nombreuses actions et efforts sont également menés pour ramener la propreté sur certains espaces. Ainsi, que ce soit les commerçant.e.s ou les habitant.e.s, le constat est le même : il y a une amélioration visible et le sentiment de sécurité est de plus en plus important. Ces derniers ressentent que leurs demandes sont prises en considération et que la police est proche de leurs problématiques. Les macarons avec les numéros utiles d'urgence ont été redistribués afin que citoyen.ne.s et police travaillent ensemble car la sécurité est l'affaire de tous.

#### DAVID CHARLOT, DIRECTEUR DE LA POLICE MUNICIPALE :

« La police municipale passe tous les jours en véhicule, même si ça ne se voit pas forcément, nous sommes là. Il y a du monde derrière les écrans en action de surveillance, c'est important de le savoir. Mais nous allons continuer à faire des actions conjointes avec la police nationale pour que ce ressenti positif des habitants ne cesse de croître. »

## **CHIFFRES CLÉS**

- 93 points relevés lors des diagnostics qui donneront lieu à des interventions techniques ou plan d'action
- · 3 médiateurs qui interviennent du 6j/7
- 6 à 7 opérations d'hyper proximité menées par la PM/PN par semaine
- · 5 réunions GPO en 2023 soit près de 1 tous les 2 mois
- 67 caméras de vidéo surveillance sur le territoire qui a permis 15 extractions judiciaires et 6 interpellés